

Paix et sécurité

La paix, la sécurité et le respect des droits de la personne sont les pierres angulaires du développement durable. Bien qu'il exige que les dirigeants africains assument une plus grande responsabilité dans la conduite de leurs propres affaires, le NPDA reconnaît aussi, à cet égard, la nécessité d'une aide extérieure.

Dans le contexte du soutien qu'il accorde au renforcement de la paix et de la sécurité en Afrique, le Canada a nommé des envoyés spéciaux pour faciliter le processus de paix en République démocratique du Congo et au Soudan. Il participe aussi activement aux efforts accomplis pour empêcher que les conflits armés soient alimentés par le commerce illicite des diamants (voir la page 12). Par le biais de l'Initiative sur la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest, le Canada apporte également sa contribution dans les domaines déterminants que sont le maintien de l'ordre, les opérations de soutien à la paix et la lutte contre la prolifération des armes légères.

À cette fin, le Canada appuie le Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix, à Accra, au Ghana. Le Centre n'a officiellement ouvert ses portes qu'en janvier, mais des représentants du Centre Pearson pour la formation en maintien de la paix y avaient déjà donné le premier cours sur le désarmement, la démobilisation et la réinsertion en novembre dernier. Pendant deux semaines, 42 participants, surtout des Africains, ont reçu une formation sur des sujets comme le contrôle des foules et la destruction d'armes à l'aide de masses, de chalumeaux oxyacétyléniques et de meuleuses.

« L'enseignement fait appel à un large éventail d'exercices réels de soutien à la paix », indique Kees Steenken, du

Centre Pearson, qui a dirigé les séances de formation. Certaines leçons tirées de missions de paix effectuées en Namibie, au Mozambique et en Angola, par exemple, ont été appliquées au Salvador et au Nicaragua. Ces expériences en Amérique centrale ont par la suite influé sur les interventions en Sierra Leone et au Libéria.

« Les participants africains ont noté que l'Afrique était la source d'une bonne partie de l'information donnée pendant les cours, et que beaucoup d'entre eux avaient vécu directement ces expériences, mentionne Kees Steenken. Plusieurs sont spécialisés à ce chapitre, mais l'information n'est pas facile à obtenir. »

Le leadership en action

Le Canada respecte ses engagements envers le NPDA. Pendant l'année à venir, il veillera à garder l'Afrique à l'ordre du jour mondial grâce au Forum du partenariat pour l'Afrique, une initiative canadienne qui, pour la première fois, rassemble de hauts représentants du G8 ainsi que d'autres pays donateurs, des organismes multilatéraux et des partenaires africains.

« Notre rôle est de soutenir les priorités du continent, non seulement parce qu'il est juste de le faire, mais aussi parce que c'est dans le meilleur intérêt du Canada, constate M. Graham. La mondialisation s'accroît et les Canadiens ne peuvent être en sécurité dans un monde instable. Qui plus est, dans un monde frappé par la pauvreté, leur prospérité ne peut qu'être compromise. »

Pour plus de renseignements sur les initiatives du Canada en Afrique :
www.acdi-cida.gc.ca/fondscanadienafricaine
www.dfait-maeci.gc.ca/africa/menu-fr.asp

LE CANADA, L'AFRIQUE ET LA FRANCOPHONIE

Les pays membres de la Francophonie estiment que le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique leur donne une occasion historique de renforcer leurs partenariats avec l'Afrique — ainsi que les liens entre l'Afrique et le reste de la communauté internationale —, de façon à promouvoir la démocratisation, la croissance économique et un développement axé sur la personne sur le continent africain. De plus, comme le déclare le nouveau ministre responsable de la Francophonie, Denis Coderre, « les Canadiens et notre gouvernement sont extrêmement sensibles à la situation en Afrique. C'est cependant par la voie de la collaboration que nous devons aider les personnes qui en ont le plus besoin et leur fournir les outils nécessaires ».

En décembre dernier, à Paris, M. Coderre a rencontré ses homologues pour planifier le prochain Sommet bisannuel des chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie. Cette rencontre aura lieu en novembre prochain à

Ouagadougou, au Burkina Faso, et aura pour thème le développement durable. « La Francophonie entame une nouvelle période de son histoire, constate M. Coderre, de sorte que tous les efforts déployés aujourd'hui auront un effet considérable au cours des dix prochaines années. »

Par ailleurs, c'est la première fois que le secrétaire général de la Francophonie est un Africain. L'ancien président du Sénégal, Abdou Diouf, a été élu à ce poste en décembre 2002.



Un reportage sur le sommet tenu au Burkina Faso sera publié dans un futur numéro de *Canada — Regard sur le monde.*

Entre-temps, pour obtenir plus de renseignements sur la Francophonie :
www.canada-francophonie.gc.ca